

Reporters sans frontières

<http://www.rsf.org/colombie-manque-de-transparence-et-de-08-08-2012,43183.html>

Amériques - Colombie

Accès à la justice

Manque de transparence et de garanties aux plaignants dans le cadre du procès du "DASgate"

8 août 2012

Sept mois ont passé depuis l'ouverture formelle d'une enquête contre sept fonctionnaires du Département administratif de sécurité (DAS) - ancien service de renseignements aujourd'hui en cours de dissolution - pour les tortures psychologiques subies par la journaliste [Claudia Julieta Duque](#), de la station *Radio Nizkor*. Alors que les interrogatoires de deux principaux prévenus, longtemps retardés, doivent reprendre ce 8 août 2012, Reporters sans frontières constate que les nécessaires conditions d'accès à la justice de la journaliste, victime de ce scandale, ne sont pas réunies et craint que cette situation n'entrave un authentique débat judiciaire de fond.

Lire [le rapport de la mission](#) de Reporters sans frontières menée sur le sujet en 2010.

A deux reprises, en effet, Claudia Julieta Duque a été expulsée des audiences sur requête de l'ancien sous-directeur du DAS José Miguel Narváez, gravement mis en cause pour ses liens présumés avec la mouvance paramilitaire, et de l'ancien directeur du renseignement de la même institution, Carlos Alberto Arzayús. Motif : la journaliste "intimiderait" les deux prévenus, qui disent néanmoins reconnaître la valeur de son travail journalistique et en particulier de sa couverture du "DASgate" dont elle a été victime.

La semaine précédente, la mesure d'expulsion de Claudia Julieta Duque ordonnée par le Parquet général de la Nation a été avalisée par le Tribunal supérieur de Bogotá, qui a débouté la journaliste de son recours. Cette décision fait l'objet d'un appel de l'avocat de la journaliste auprès de la Cour suprême, afin de garantir à Claudia Julieta Duque ses droits de victime dans le cadre de la procédure judiciaire.

"Il est inadmissible que Claudia Julieta Duque ne puisse assister à une audience qui la concerne directement. Aucun argument ne justifie une mesure aussi contraire aux principes d'équité des débats et d'accès à la justice. Qui s'est senti le plus 'intimidé' pendant une décennie d'écoutes téléphoniques sauvages (chuzadas), d'attentats ou de pratiques d'espionnage contre des journalistes, magistrats, hommes politiques ou autres citoyens par ceux-là mêmes qui devaient garantir leur sécurité ? Les manœuvres du DAS, en particulier sous la présidence d'[Alvaro Uribe](#), ont constitué un terrible revers pour l'État de droit et les libertés dans un pays déjà miné par plus d'un demi-siècle de conflit armé. Nous souhaitons que la Cour suprême accède au plus vite à la demande de Claudia Julieta Duque", a déclaré Reporters sans frontières.

Claudia Julieta Duque compte parmi la quinzaine de journalistes de la presse nationale, parmi bien d'autres personnalités, visés par l'ancienne administration d'Alvaro Uribe (2002-2010) dont ils critiquaient la politique dite de "sécurité démocratique". La journaliste avait très tôt révélé les soupçons d'implication directe de José Miguel Narváez dans l'assassinat, en 1999, du journaliste et humoriste **Jaime Garzón**.
